



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

23-07-2015

La leçon de la crise grecque : un gouvernement de la zone Euro pour renforcer la domination du capital

L'accord sur la Grèce suscite de nombreux commentaires et prises de position des forces politiques en France et en Europe. Il apparaît clairement à la lecture de ces commentaires que la crise est loin d'être terminée et qu'elle amène les forces du capital à rechercher des solutions plus stables leur permettant de renforcer leur domination en Europe.

Ainsi, la présidente de l'association patronale européenne « Business Europe », par ailleurs présidente du monopole pétrolier ENI, si elle se réjouit de l'accord obtenu elle réclame aussi de nouvelles réformes touchant aux retraites, aux salaires aux droits sociaux et au marché du travail. Elle place ces exigences dans le cadre plus général d'une baisse du « coût du travail » et d'une plus grande capacité pour le patronat de décider de l'utilisation des travailleurs. C'est ce qu'ils appellent la *flexibilité renforcée*.

Ces mesures ne s'adressent pas qu'aux seuls Grecs mais à tous les travailleurs en Europe. C'est d'ailleurs cette politique que

mènent tous les gouvernements du capital dans tous les pays d'Europe. Au delà, la représentante des monopoles en Europe exige plus de droits à diriger directement la politique économique, monétaire et financière. Ainsi, soutient-elle l'idée d'une zone Euro resserrée dirigée par un gouvernement non élu, En clair c'est une intégration encore plus poussée sous la houlette des intérêts du grand capital. C'est cette même idée que Hollande développe dans une interview au JDD de dimanche 19 juillet. "Il faut tirer les leçons [de la crise grecque] et aller beaucoup plus loin (...) il faut plus d'Europe" et il propose un gouvernement de la zone Euro. Cette idée n'est pas neuve, elle était déjà formulée en particulier par Piketty dans son livre : « Le capital au XXI^e siècle ».

Ce gouvernement de la zone Euro avait été aussi soutenu par Sarkozy en 2008 au moment du déclenchement de la crise. Si les Républicains critiquent Hollande, ce n'est pas sur le fond mais sur l'idée qu'il faudrait un accord plus profond entre les deux états capitalistes : la France et l'Allemagne. Le parti socialiste qui se réjouit de l'accord avec la Grèce dans lequel il voit la main éclairée de Hollande est évidemment sur une position similaire : il faut plus d'Europe et donc aller vers une fédération avec une intégration plus poussée du marché du travail et des politiques économiques et sociales.

Au delà du caractère général de cette affirmation pointe évidemment l'idée que le capital doit avoir les mains libres pour mieux mener sa politique de rétablissement des taux de profit. De ce point de vue la référence à Delors chantre de l'Europe fédérale est assez forte pour souligner l'objectif que se fixe les forces du capital en France et en Europe.

Du côté du Front de gauche, les déclarations de Laurent et Mélenchon essaient de nous faire croire que le gouvernement grec dirigé par Tsipras a sauvé l'essentiel à savoir le maintien de la Grèce dans la zone Euro. Plus loin, leur position sur une Europe sociale et démocratique rejoint de fait celle d'une construction fédéraliste.

De son côté le FN, s'il affirme que l'Euro est un échec et qu'il faut en sortir se garde bien du moindre commentaire sur le caractère capitaliste de la construction européenne. Ce parti est contre un gouvernement de la zone Euro parce que cela coûterait cher aux contribuables mais ne dit pas un mot sur le

sens de cette proposition. Parti du capital, il est en place pour absorber le mécontentement et le dévoyer au profit de ses sponsors capitalistes.

On le voit, pour combattre les politiques d'austérité, il ne suffit pas de dire que l'on est contre. Il faut en premier lieu analyser les causes de la crise et de la nature impérialiste de la construction européenne. Ainsi, les outils nationaux et supranationaux que développe le capital deviennent plus clairs.

Le Parti Révolutionnaire Communistes en mettant en exergue la lutte contre le capitalisme jusqu'à l'abattre et en affirmant l'objectif de la construction d'une société socialiste met-il clairement en perspective la lutte contre les instances supranationales de la domination impérialiste.